L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 4 FEVRIER 1896. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 4 FEVRIER 1896

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs.

Par Paul & Gurley, grande vente de lots de terre bons pour une grande entreprise manufacturière ; aussi, actions du N. O. Assurance Association ; un lot de comptes à recevoir, billets, etc.

L'immigration et le politicianisme.

Voici un exemple curieux et bien instructif de la façon dont on résout les problèmes, même les plus graves, à mesure qu'ils surgissent, dans les pays, où comme dans le nôtre, la démocratie déborde de toutes parts, sans être endiguée ou canalisée par une sage et restrictive législation.

Il s'agit aujourd'hui de la question d'immigration qui revient sur l'eau et préoccupe un grand nombre d'esprits sérieux, au Nord comme au Sud. On voudrait apporter des restrictions à l'entrée des étrangers dans le pays, et l'on n'a peut-être pas tout-à-fait tort, en principe. Le fait est que, telle qu'elle est comprise et mise en pratique, l'immigration crée des dangers pour l'Union ; personne ne le conteste. Mais la faute en est-elle toujours aux immigrants ? N'avons-nous pas, nous-mêmes, beaucoup de reproches à nous faire à cet égard ? Il y a déjà des lois restrictives suffisantes. Ces lois, les appliquons-nous ? Non certes. Nous en trouvons la preuve dans la relation des travaux du Congrès, Sénat et Chambre. Un des immigrants les plus favorables à ces restrictions, l'Hon. Stone, de la Pennsylvanie, vient de présenter un projet de loi sur ce sujet. Que demande-t-il ? de nouvelles mesures ? Non ; mais la mise en vigueur réelle, l'application stricte et rigoureuse de celles qui ont été édictées déjà, mais qui ne sont qu'à moitié et même pas du tout mises à exécution.

On laisse les immigrants s'embarquer, à tout hasard, dans un port quelconque de leur pays, sans destination bien certaine. On fait pis encore : on les empêche de signer un engagement quelconque à l'étranger. Ils arrivent donc ici, sans savoir que faire, où aller, à qui s'adresser, pour trouver de l'emploi. On s'en fie, sous ce rapport, aux hasards de l'offre et de la demande.

Est-ce que les autorités ne devraient pas s'occuper sérieusement de ces choses-là ? Est-il étonnant qu'il en résulte des désordres occasionnés par la misère, par la détresse, et favorisés par l'absence presque complète de police ?

Aussi se trouve-t-il des membres du Congrès qui, prenant résolument le taureau par les cornes et allant droit aux mesures extrêmes, demandent qu'on arrête nettement toute immigration et qu'on interdise à tout étranger l'entrée des Etats-Unis. Ils semblent même montrer plus de sévérité pour les Européens que pour les Chinois.

Bien entendu, un pareil projet est inapplicable, comme, du reste, la plupart de ceux qui sont mis en avant, et, dont aucun ne sera probablement voté. Et sait-on pourquoi ? La raison est étrange !

Parce que nous sommes à la veille des élections et qu'aucun parti n'osera attacher le grelot, de peur d'effaroucher la multitude d'étrangers dont, en bien des Etats, on a fait des votants, même avant qu'ils ne fûssent des citoyens, même avant qu'ils ne connûssent le pays.

C'est ainsi que le politicianisme est venu troubler le problème de l'immigration, comme il a troublé bien d'autres choses ; et cela, à Washington aussi bien qu'à New York, à la Nouvelle-Orléans et ailleurs. On parle et l'on s'agite beaucoup, mais on ne fera rien ou presque rien, parce qu'on a peur de s'aliéner des votes dont on croit avoir besoin pour se faire réélire. Ce n'est pas nous qui parlons ainsi, mais les dépêches que nous recevons de Washington.

Voilà à quoi le politicianisme, poussé à outrance, a conduit presque toutes les démocraties. On ne légifère plus guère, on n'administre plus, pour le bien du peuple, mais en vue d'une réélection que l'on convoite et au succès de laquelle on sacrifie les principes et les intérêts généraux du pays.

La Convention Siamoise.

Commentaires de la presse anglaise.

Le *Morning Post*, parlant de l'arrangement relatif au Siam, dit :

"C'est un donné pour un rendu. Nous abandonnons un territoire qui n'est ni large ni fécond et nous obtenons en retour le règlement des difficultés qui s'opposaient au développement de notre commerce avec le Siam. Les Français ne gagnent donc sur nous aucun avantage substantiel."

Le *Standard* dit :

"En tant qu'il représente un arrangement en vue de la coopération amicale de la France et de l'Angleterre dans la péninsule indo-chinoise, le traité est le bienvenu. Quel que soit l'avenir de la monarchie du Ménam, l'arrangement sera considéré plus tard comme un partage de la péninsule en deux sphères définies en vue de l'action parallèle des gouvernements de Paris et de Londres."

Le *Daily Graphic* dit :

"L'arrangement anglo-français ne causera pas beaucoup d'enthousiasme en Angleterre. L'État-tampon est transformé en cession d'un territoire britannique sans aucune compensation pour l'Angleterre et en limitant la garantie des puissances. Chantaboun, Ankor et Batanbang sont placés à la disposition de la France. Les droits du roi de Siam sur les portions de son territoire non affecté par le traité sont garantis. Mais si les deux puissances avaient réellement désiré respecter l'intégrité du Siam, il eût été plus logique de garantir tout le royaume au lieu d'en garantir seulement une partie."

Le *Times* déclare qu'en ce qui concerne la Tunisie, l'arrangement pourrait amener la solution des questions difficiles entre les deux gouvernements dont ils ne contraignent ni l'un ni l'autre de faire plus que de négocier.

"Quant au Siam, l'arrangement sera reçu en Angleterre avec désappointement, puisque l'Angleterre a consenti à abandonner à la France le district de Muon Sing, à la propriété duquel ses titres étaient indiscutables.

"Relativement aux droits accordés par l'arrangement aux deux parties sur les deux côtés du Ménam, le *Times* fait observer que, tandis que la France a évidemment l'intention d'étendre ses frontières aux dépens de son voisin sans défense, l'Angleterre n'a aucun dessein de ce genre, désirant tout simplement augmenter son commerce et conserver ses relations amicales avec le Siam."

Du *Daily News* :

"Lord Salisbury déclare que le territoire qu'il avait abandonné à la France n'avait pas grande valeur et qu'il n'était pas salubre. De telles expressions sont malheureuses. Elles dénotent un manque de courage moral. Les Français ont de bonnes raisons d'être satisfaits du marché."

L'EMPRUNT CHINOIS.

Les négociations, à propos de l'emprunt consenti par l'Angleterre et l'Allemagne à la Chine seront bientôt terminées.

L'intérêt sera de cinq pour cent. L'emprunt se montera à 16 millions de livres sterling ; 8 millions seront souscrits à Berlin et 8 millions à Londres.

Le prix d'émission, qui n'est pas encore fixé, sera, croit-on, d'environ 95 francs.

PENSÉES.

Le monde est un cadran mystérieux où le soleil de la divinité luit toujours ; c'est une horloge sacrée qui marque avec des ressorts bien réglés les heures de la providence éternelle.

La conscience est comme une glace qui se ternit un peu chaque jour ; il faut l'essuyer souvent, sous peine de ne plus s'y voir.

Beaucoup de gens vivent trop de l'avenir, c'est-à-dire d'espérance ; beaucoup, au contraire, vivent trop du passé, c'est-à-dire du souvenir. Sachez vivre du présent. Qui pense trop à demain se ménage des déceptions ; qui pense trop à hier regrette.

UN AVENTURIER.

QUELQUES FAITS ET GESTES DE LIONEL DE CESTI.

L'officier de santé Werther—La blanchisseuse des légionnaires—La première banque—L'exploitation du général—Cadavre encombrant.

On a publié maints récits déjà sur l'état civil et sur la carrière passée de ce comte Lionel-Werther de Cesti, qui, depuis quelque temps, défraie la chronique du Palais ; mais il subsiste encore un voile assez épais sur nombre de ses actes et sur le rôle qu'il a joué dans certaines circonstances très marquantes.

Nous ne voulons pas diffamer un homme actuellement sous les verrous ni servir d'informateurs à la justice, dit le *Matin*, aussi nous bornons-nous à analyser des notes de greffier, des documents lus à la barre, des dépositions déjà publiquement reçues par les magistrats ou des plaidoiries qui n'ont pas été contestées.

Entre 1840 et 1845, le gouvernement de Louis-Philippe créait à Oran un bataillon de zouaves, noyau du 2e régiment de l'arme et un bataillon d'engagés volontaires non français, qui devint plus tard la légion étrangère.

Un officier de santé, d'origine allemande, nommé Werther, s'engagea aux légionnaires et, profitant de la faculté laissée à ces nouveaux serviteurs de la France, de faire pour ainsi dire peau neuve en arrivant sous notre drapeau, il s'inscrit sous le nom de Werther-Cesti.

Deux Espagnoles, les sœurs Boldrini, étaient blanchisseuses, l'une des zouaves, l'autre des légionnaires.

L'officier de santé épousa l'aînée. Leur fils fut Lionel de Cesti, celui qui est inculpé d'avoir pris une part importante aux différents chantages dont le "Petit Sucrier" fut victime.

C'est un véritable miracle que la justice ait été si tardivement à connaître des actes de cet aventurier extraordinaire.

Mais c'est aussi qu'il a des qualités surprenantes pour l'emploi qu'il s'est choisi. Avec une instruction nulle et une éducation sommaire, il sait donner l'illusion de la compétence, quel que soit le sujet que l'on traite devant lui, et il a trouvé le moyen d'acquérir ce faux vernis de manières élégantes qui sert aussi bien, hélas ! auprès des véritables gens du monde qu'auprès des petites gens.

Il y a de ses opérations qui sont dignes de Mercadet et d'autres qui sentent d'une lieue leur Scapin.

Quand il paraissait comme témoin dans le procès des papiers Norton, il disait devant le jury qu'il avait épousé "la fille d'un président du Parlement italien." La vérité est qu'il a pris pour femme la petite-fille d'un charcutier de Bologne—ce qui est parfaitement honorable—dont la veuve s'était remariée *in extremis* à un certain Zocheroni, prêtre défroqué, député de Florence pendant une législation et qui fut président d'âge d'un seul jour, à Montecitorio, pour l'élection du bureau !

Tout Cesti est dans ce trait.

L'Affaire Zaremba.

On se souvient peut-être de cette affaire Zaremba qui fit quelque bruit en son temps.

Zaremba, de son vrai nom—ou du moins de l'un de ses noms—le comte Alexandre de Tchtinsky, avait fondé à Paris, 69 rue Manin, une banque destinée à drainer en France et à l'étranger tout l'argent des bons naïfs prêts à écouter les boniments de Robert Macaire.—Sa spécialité consistait à promettre qu'il associerait ses clients à de mirifiques et mystérieuses opérations sur les cotons, sur les thés, sur les cafés, sur les courses de chevaux et même sur la roulette de Monaco.

Ayant auprès de lui un certain baron Greibner (!), un nommé Lada et un gentilhomme russe parfaitement authentique celui-ci, Alexandre de Bothézat, actuellement détenu pour purger diverses condamnations montant ensemble à dix-huit années de prison (c'est le seul de la bande qui ait été pris, et il paie pour tout le monde) Zaremba se vit un jour, au commencement de décembre 1889, l'objet d'une plainte de la part d'un de ses clients, probablement étonné d'avoir été refait. Il chercha partout un protecteur, et trouva M. le comte Lionel de Cesti disposé à l'aider.... moyennant finances. Sous prétexte d'avoir à calmer l'appétit dévorant des hauts fonctionnaires de la préfecture de police, le sauveteur réclama 20,000 francs de provision, qui lui furent versés.

Soit qu'il se fût entremis, soit que par négligence on n'eût pas donné suite à la plainte déposée, toutes les difficultés furent aussitôt aplanies, et voilà le crédit de Cesti fondé à la "Banque" Zaremba.

Du coup, on ne se quitta plus. L'affaire était bonne, l'argent affluait....(Le ministère public, qui n'a connu que les envois par mandats poste, quand il s'est plus tard, occupé de Zaremba, et qui n'a pu compter les chèques, ni les versements en espèces, estimant à quatre cent mille francs, dans son réquisitoire, l'argent soutiré au public par coupures de 25 francs. Car on avait voulu faire "œuvre démocratique" et permettre à toutes les petites bourses de se faire mettre à sec, en taxant chaque souscription à un chiffre modeste !)

Plus Personne.

Cesti, Zaremba, Greibner, Bothézat et les autres, ceux-ci employés, ceux-là directeurs, les premiers envoyant circulaires sur circulaires, les derniers les ramassant tous les soirs et se partageant la recette de la journée, passèrent de la sorte encore un mois de tranquillité douce.

Mais, tout à coup, les plaintes se multiplièrent, et Cesti, *averti par un ami de la police*, vint, à la veille du 1er janvier 1890, déclarer à ses copains qu'il n'était que temps de lever le pied.

Zaremba disparut.... et le comte Tohtinsky, son sosie, alla s'installer à l'hôtel d'Albe, aux Champs-Elysées, avant d'entreprendre un petit voyage en Italie ; le baron Greibner se rendit à Monaco où il eut bientôt perdu tout le fruit de son "travail". Bothézat, toujours malchanceux, réintégra son petit appartement de pauvre, n'ayant reçu qu'une part dérisoire, et Cesti, convenablement lesté, regagna son logis somptueux ; il était le seul qui ne fût pas clairement compromis. Il est le seul contre qui n'ait eu lieu aucune poursuite.

Le lendemain du jour où la bande s'était ainsi égaillée, la police faisait une descente rue Manin, saisissait les livres, trouvait la caisse vide et les oiseaux envolés.

La fédération latine.

Cependant, le général Boulanger, alors à Jersey, n'avait pas abandonné tout espoir de rentrer un jour en France comme un triomphateur. Cesti se disait hautement un de ses amis—du moins quand on était entre boulangistes. Il avait pris part, dans la Somme, aux luttes électorales d'antan—aux frais du général et de ses amis, cela va sans dire—et il est même intéressant, aujourd'hui, de mettre sous les yeux du public le document que voici, qui figure en annexe au rapport de la Haute Cour de justice, donné par M. Quesnay de Beaurepaire : *No* 107. *Cote* 743.

Je certifie avoir reçu, vers le 10 août, la somme de 300 francs, de M. Sexty, (*sic*), et la somme de 200 francs quelques jours après, et 100 francs le 15 du même mois, au profit de la grève.

Amiens, le 3 octobre 1888.

Le trésorier de la chambre syndicale des tisseurs d'Amiens,

A. LEFÈVRE.
Rue Valois, 47, Amiens.

Depuis que le général avait quitté Paris, Cesti ne cessait de dire à tout le monde qu'il fallait faire de grands sacrifices d'argent pour alimenter le parti national et lui permettre de prendre une éclatante revanche.

L'idée lui vint un jour d'utiliser, pour recueillir les souscriptions boulangistes, le mécanisme si remarquable et d'une précision si efficace qu'il avait vu fonctionner à la banque Zaremba.

Avec le jeune Alexandre de Bothézat affublé d'un faux nom, il alla trouver le comte Tohtinsky à l'hôtel d'Albe. Il sortit de sa poche une photographie du général, ornée d'une dédicace flatteuse, des lettres d'allure très amicale et, de fil en aiguille, fit nettement la proposition suivante :

"Le général a besoin d'argent, tous ceux qui contribueront à lui en fournir seront largement récompensés par la suite, et vous, Tohtinsky ou Zaremba, vous avez tout intérêt à lui avancer ce qu'il lui faut, car, en arrivant au pouvoir, non seulement il effacera toute trace de votre malheureuse affaire, mais il vous confiera certainement une situation importante. Fiez-vous à moi, d'ailleurs, pour lui rappeler votre nom !"

Le coup des 200,000 francs.

Zaremba se laissa fléchir : il remit 20,000 francs pour le général, crut-il, et prêta 8,000 francs à Cesti. Inutile d'ajouter que le général Boulanger ne connut jamais cet emploi qui était fait de son nom.

Ainsi muni, l'aventurier, aidé par Bothézat, par un nommé Mathée et par quelques autres comparses, ouvrit une banque intitulée la "Fédération latine", installée d'abord 4, rue du Bois-de-Boulogne, dans un petit hôtel particulier, et puis transporté dans le modeste logement de Bothézat, 20, rue Perdonnet, quand l'attention gênante de la justice fut éveillée par de premières escroqueries.

On expédia des annonces à l'étranger et en province, pour une somme de 4,000 francs environ, par l'entremise de l'agence Jones et Compagnie, 31 bis, rue du Faubourg-Montmartre ; des circulaires furent rédigées et imprimées chez Blot, rue Bleue, et envoyées à tous les anciens clients de la Banque Zaremba ; seulement, au lieu de les amorcer par des opérations de Bourse ou de courses, on faisait savoir confidentiellement que le général Boulanger, après sa victoire politique, fonderait une grande confédération composée, avec la France, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, pour tenir en échec l'Allemagne et pour assurer une ère de tranquille prospérité.

Cet alléchant programme ne réussit guère, les envois d'argent furent rares et, prélèvements faits des appointements de Bothezat et de Mathée, Cesti n'avait pas grand'chose en poche chaque soir.

Aussi la Fédération latine, après une courte existence, mourut-elle de sa belle mort, non sans que la police ait eu l'indiscrétion de mettre, toujours trop tard, le nez dans ses affaires.

Cesti vola aussitôt à d'autres entreprises.

Quant à Zaremba-Tohtinsky, ses relations avec de Cesti finirent en août 1890. Elles avaient duré huit mois.

La fin de Zaremba.

Le comte Tohtinsky, plusieurs fois grugé par son prétendu ami, et ayant acquis la preuve notamment que les derniers 20,000 francs demandés pour le général Boulanger n'avaient pas été du tout envoyés à Jersey, menaça de Cesti de faire connaître indirectement aux juges la part qu'il avait prise aux tripotages et aux escroqueries passées. De Cesti, toujours aimable et enveloppant, ne fit que sourire de ces menaces. Il accabla Tohtinsky-Zaremba de ses protestations, calma ses inquiétudes, et, finalement les deux amis dînèrent ensemble un soir chez de Cesti, avenue de Wagram.

En sortant de la maison, Zaremba tomba raide mort sur le trottoir de l'avenue. Transporté au commissariat de police, puis à la Morgue, on trouva dans sa poche des papiers au nom de M. le comte Tohtinsky, mais aucune adresse, rien qui pût indiquer qu'il avait une famille, des amis, des répondants.

Cesti, lui, partait pour "la campagne", ainsi qu'il l'a déclaré à l'audience de la police correctionnelle, où il fut interrogé sur ces faits par l'avocat de Bothézat. Coïncidence extraordinaire : on recevait précisément, le lendemain soir, chez lui, avenue de Wagram, une dépêche adressée de Bruxelles à M. le comte de Cesti, de la part d'un frère jusqu'alors inconnu de M. le comte Tohtinsky.

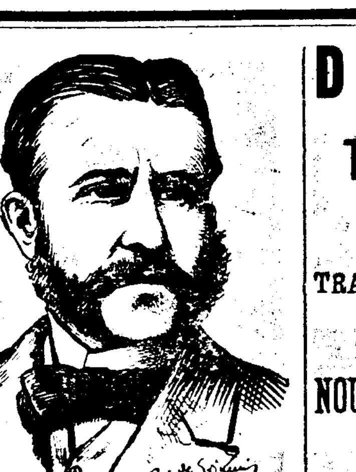
Cette dépêche demandait que l'on fît les démarches nécessaires pour envoyer le corps en Pologne.

Cesti, revenu à Paris le surlendemain, s'empressa de faire à la préfecture de police, armé de ce télégramme, les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation d'expédier les colis humains dans sa patrie lointaine et hypothétique. Très vite grâce à son activité et à son entregent, toutes les difficultés furent levées, et le cadavre de Zaremba-Tohtinsky, dûment emballé, fut amené par la Compagnie du Nord jusqu'à une localité perdue de Pologne, à l'adresse d'un personnage sans doute imaginaire, car personne, pendant quinze jours, ne réclama le funèbre bagage et il fallut procéder enfin à une inhumation précipitée, aux frais de la commune, qui ne savait pas d'où lui tombait ce cadavre.

Cesti, on le voit, ne fut pas mêlé seulement à des chantages, mais aussi à des drames.

Une de nos plus jolies danseuses, Mlle M...., montrant du doigt un homme de Bourse bien connu, disait en riant :

—En voilà un qui est solide !... On a beau le plumer, il vole toujours.



Gén. VALERIANO WEYLER.

Le nouveau Capitaine-Général de Cube est né en 1840. A l'âge de 39 ans Don Valeriano y Nicolau fut nommé Capitaine-Général des Iles Canaries, en récompense de ses brillantes campagnes à San Diego.

A Ténériffe et à Santa Cruz, il fit construire plusieurs hôpitaux. Ses services comme fonctionnaire civil et comme commandant militaire lui valurent la nomination de capitaine-général des îles Philippines où par son administration, il fit régner la paix et la prospérité.

Plus tard il retourna en Espagne, et à Barcelone comme à Catalonia, il remplit d'importantes fonctions publiques.

Il arrivera à l'île de Cuba vers le 14 de ce mois.

Le livre de M. Drumont.

Voici la préface dédiée à Séverine, du nouveau livre de M. Drumont "De l'or, de la boue et du sang." Nous en extrayons ces passages :

Ce que nous voyons n'est point seulement la fin du monde ; il serait plus juste de dire que c'est la fin d'un Temps.

C'est une phase qui se clôt, une liquidation universelle et comme une explication générale. Comme l'Archimime qui marchait à Rome derrière le convoi des Romains illustres en parodiant les allures et en imitant jusqu'aux *tics* des défunts, les acteurs dont je vous parlais tout à l'heure semblent défiler devant nos regards pour nous bien montrer ce qu'ont été certaines figures du Passé, autour desquelles la passion politique a créé une sorte de légende.

.... Les Français reprennent peu à peu possession d'eux-mêmes, en attendant qu'ils reprennent possession de tout ce qui leur a été enlevé ; ils s'aperçoivent que, depuis cent ans, ils ont été bernés, bafoués, roulés par les Juifs de tout poil et de toute tribu ; ils ont bien envie de rentrer chez eux et de mettre dehors les parasites et les intrus.

....J'ai mis mon espoir en Celui qui ne trompe jamais, en Celui "qui ne déçoit mie," comme dit une inscription que j'ai lue dans une vieille église.

Cette foi en un Dieu de miséricorde n'empêche pas de taper sur les coquins et, à l'occasion, de tirer un brin des imbéciles et des Homais. Mais cela vous est un baume précieux pour l'âme et vous calme instantanément, lorsqu'on serait tenté d'apporter plus d'importance qu'il ne convient aux menus épisodes de cette vie fugitive et passagère....

M. Rosenthal et M. Lacaze.

M. Félix Lacaze qui a été mis en cause par Mme Vilna Parlaghi, après la publication de l'article de M. Pierre de Lano, apporte son témoignage sur l'affaire Rosenthal :

—A Berlin, à la table amie de Mme Vilna Parlaghi, dont je ne puis plus taire le nom, j'apprenais qu'à l'époque même—au moment de son voyage à Carlsbad—où M. Jacques Saint-Cère m'adressait, à Vienne, des leçons de chauvinisme énigmatique, il promettait et jurait de cesser sa campagne acharnée contre Guillaume II et de ne plus jamais l'attaquer, quoi qu'il fît, si le souverain le recevait. Et puisque Mme Parlaghi l'a dit déjà, rien ne m'empêche d'ajouter qu'il offrait de faire décorer de la Légion d'honneur la grande artiste, si cette entrevue lui était ménagée par elle—car "il s'agissait pour lui d'une affaire de trente mille francs".

"...La double trahison si souvent prophétisée à l'étranger, quant à M. Rosenthal, n'a, pour l'instant, ni à être mise en avant, ni à être totalement repoussée sans examen.

"Mais, je le répète, je n'ai pas les preuves en mains. Et puis, en posséderais-je, que je n'en aurais pas encore assez pour porter semblable accusation—la plus terrible, à mon sens !

"Grande serait ma révolte si jamais celui qui a crié : "Vive la France !" en refrain sonore et à répétitions, l'avait fait sur un ton perfide et faux. Puisse la triste note ne jamais se faire entendre. Déjà, l'étranger le tient pour traître à l'Allemagne : c'est son affaire. Mais s'il le fut à la France, ce sera la nôtre."

LE BERCEAU ET LA TOMBE

Le berceau de l'enfant a le rideau de gaze,
Le doux balancement du genou maternel,
Et les songes légers, et la première extase
Qui rayonne aux fronts purs comme un astre [éternel.

La tombe a le gazon qui la couvre et la presse ;
Elle a le saule vert qui penche ses rameaux,
Elle a le rosier blanc qu'une abeille caresse,
Et la prière tendre et le chant des oiseaux.

Tous les deux font rêver même l'indifférence ;
Aux travaux du penseur ils ont partout des [droits
Tous deux sont pleins d'amour de paix et d'es- [pérance.
Sur l'un veille une mère et sur l'autre une [croix....

—Tu es en deuil ?
—Oui, de mon oncle !....
—Tant pis, mon ami ; un homme qui t'aimait tant !.... C'est une perte pour toi.
—D'autant plus grande qu'il m'a déshérité.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGÈRES.

LA GUERRE CUBAINE.

Gomez Traverse de Nouveau les Lignes Espagnoles.

Il se Joue du Général Marin.

DES CENTAINES DE FAMILLES QUITTENT L'ILE DE CUBA.

Les Affaires Paralysées.

Presse Associée.

New York, 3 février—Dépêche de la Havane au *World* :—Maximo Gomez, accompagné de quatre mille cavaliers, a réussi, jeudi dernier, à traverser de nouveau la "Trocha," ou ligne militaire établie par les Espagnols entre la Havane et Batabano.

Le général cubain et son armée ont traversé cette ligne à quelques milles au sud de Bejucal, près de Buena Ventura, qui se trouve à environ dix milles au nord de Quivican. En même temps, il a détruit un petit viaduc et a démoli la voie du chemin de fer, a coupé les lignes télégraphiques et a rendu impraticable le tronçon de chemin de fer entre Rincon et Quivican.

La population se demande comment Gomez a pu éviter les colonnes espagnoles ; comment il a pu de nouveau traverser, et pratiquement couper, le "mur d'hommes" sur lequel les généraux espagnols comptaient tant.

Juste au moment que Gomez jouait ce tour aux Espagnols sur la "Trocha," le général Marin, capitaine-général de Cuba par intérim, parti de la Havane le même jour à la tête des forces les mieux équipées depuis l'ouverture de la campagne actuelle, se reposait tranquillement à San Antonio de Los Banos, à dix milles environ à l'est de Guanajay.

Et pendant que Gomez marchait à l'ouest, vers la "ligne militaire," le général Marin partait à l'est et s'embarquait avec ses forces sur un train de Rincon à Guanajay.

La route de Gomez était parallèle au chemin de fer suivi par Marin, et les deux corps n'ont été séparés, à aucun moment, que d'une distance de six à dix milles. Et cependant ils ne se sont pas rencontrés.

Le général Marin n'a appris que le lendemain, vendredi, que Gomez se trouvait de nouveau à l'est. La première nouvelle lui est arrivée par une dépêche de Quivican.

Des personnes en nombre considérable ont quitté Cuba pendant la dernière quinzaine, et il semble que l'exode ne fait que commencer.

Chaque vapeur partant de la Havane porte des centaines de familles, non seulement pour les Etats-Unis, mais pour le Mexique, l'Amérique du sud et les Indes Occidentales.

Les agents des compagnies de navigation parlent d'ajouter de nouveaux vapeurs au service pour transporter les voyageurs à l'étranger.

Les affaires sont pratiquement paralysées. Les négociants dont les magasins sont remplis ne peuvent écouler leurs marchandises, principalement les produits alimentaires, par suite de l'interruption des communications par chemin de fer entre les ports de la côte et les villes de l'intérieur.

Quelques plantations situées à l'extrême est de l'île fabriquent du sucre, mais d'autres n'osent pas commencer les opérations dans la crainte de voir les propriétés détruites par les insurgés.

Ceux-ci détruisent les propriétés importantes. Tous ceux qui fabriquent du sucre ne le font que sous la protection d'une forte garde militaire, et comme ils sont obligés de nourrir les troupes, les profits sont très faibles.

Les propriétaires d'une ou deux plantations ont obtenu de Gomez, dit-on, la permission de fabriquer du sucre.

A Constancia, quatre cents réguliers et six cents gardes-nationaux sont campés et répartis sur la plantation pour protéger les travailleurs. De petits fortins en pierre sont construits de distance en distance et reliés par téléphone. Les troupes s'en servent comme postes d'observations.

Jusqu'à présent, aucune tentative d'interruption dans la fabrication du sucre n'a été faite à cette place.

La prospérité du Nicaragua.

Le message du Président de la République au Congrès.

Presse Associée.

Washington, 3 février—Lewis Baker, ministre des Etats-Unis au Nicaragua, a envoyé au gouvernement de Washington des extraits du message annuel du président Zelaya au Congrès, lesquels indiquent la situation financière excellente du Nicaragua et les progrès accomplis l'année dernière.

Le président Zelaya, qui a trouvé un énorme déficit en arrivant aux affaires, annonce aujourd'hui qu'il a remboursé $379,379 de la dette étrangère, qui n'est maintenant que de 285,000 livres sterlings, portant intérêt de 4 o/o, remboursables en vingt ans. $2,157,446 de dette intérieure ont été également payés, et $713,179 se trouvent actuellement dans le Trésor.

Dans ces conditions, les dettes de la république seront liquidées en trois ans.

Le gouvernement ne se propose pas, cependant, de continuer à éteindre la dette, mais d'employer le surplus des recettes sur les dépenses à la construction d'un chemin de fer entre le lac de Nicaragua et l'Atlantique, au port de Rama, où il correspondra avec les lignes de navigation des Etats-Unis et d'Europe, et qui doit développer beaucoup le commerce du pays.

La seule allusion à la concession du canal de Nicaragua faite dans le message du président Zelaya est le paragraphe suivant :

C'est une lamentable erreur d'avoir mis de côté la grande voie que la nature nous a donnée pour nous mettre en communication avec l'océan Atlantique, de façon que l'idée soit maintenant presqu'abandonnée ; mais pour remédier en partie à cette grande erreur, le chemin de fer Rama nous mettra en communication directe avec le monde, et nous donnera la possession matérielle de cette riche partie de la côte de l'Atlantique dans laquelle les citoyens du Nicaragua ont tant d'intérêts.

Mais cette mesure ne signifie pas que nous devions abandonner la rivière San Juan. Nous avons le devoir de faire tout en notre pouvoir pour rendre praticable cette artère commerciale : la plus précieuse et la plus belle que la nature nous ait donnée. Le président met également à son crédit qu'il a ouvert de nouveau et amélioré les écoles publiques fermées par son prédécesseur.

L'entente Russo-Turque et la politique du Cabinet de Washington.

Presse Associée.

Londres, 3 février—Une dépêche de Washington au *Pall Mall Gazette* dit que le correspondant de ce journal annonce, sous la plus haute autorité, que l'entente Russo-Turque est un fait connu du gouvernement américain, et qu'il a eu pour conséquence immédiate la modification du plan établi pour forcer la Turquie à donner une indemnité des dommages causés aux Américains en Arménie.

Le correspondant ajoute que, malgré les dénégations, il est en mesure d'affirmer aux lecteurs du journal qu'une démonstration navale des Etats Unis était sur le point d'être faite, et que les ministres, réunis en conseil, avaient approuvé la politique de pression sur la Turquie.

Il dit également que le secrétaire Olney est entré en correspondance avec les gouvernements de l'Angleterre et de la Russie, pour leur demander s'ils s'opposeraient à une démonstration des Etats-Unis en Turquie.

La réponse de l'Angleterre a été, dit le correspondant, favorable ; mais il ajoute : La Russie a informé M. Olney qu'elle préférait ne voir aucune démonstration navale au moment où elle négociait la restauration de l'ordre en Turquie, qui paiera l'indemnité requise, comme M. de Kotzebue, ministre de Russie aux Etats-Unis en a informé le secrétaire Olney.

Aussi, toujours d'après le correspondant de la "Gazette de St-James," le projet d'une démonstration navale des Etats-Unis dans les eaux turques a-t-il été abandonné.

LORD LEIGHTON.

Les Funérailles du Président de l'Académie Royale d'Angleterre.

Presse Associée.

Londres, 3 février—Un immense concours de peuple a assisté ce matin au départ du convoi funèbre de Lord Leighton, mort président de l'Académie Royale d'Angleterre, du palais de l'Académie pour la cathédrale St-Paul.

Le cercueil reposait sur un catafalque installé dans l'allée centrale de Burlington House ; il était recouvert d'une draperie de velours ornementé de fleurs brodées en or. Au sommet se trouvaient la palette et les pinceaux du peintre et une palme verte.

En avant du catafalque était placée la statue en bronze de lord Leighton. Il était impossible d'approcher, à cause de la masse de couronnes et de fleurs qui entouraient les restes du défunt.

Le cortège s'est formé un peu avant onze heures. Un détachement du régiment des volontaires artistes, dont lord Leighton était colonel honoraire, ouvrait la marche.

Venait ensuite le corbillard et ceux qui tenaient les cordons du poêle : le duc d'Abercorn, Sir Joseph Lister, Sir John Millais, l'honorable Edward Mann de Thompson, le professeur Alexander Mackenzie, directeur de l'Académie royale de Musique, et le général Arthur Ellis, qui représentait le prince et la princesse de Galles.

Les ambassadeurs d'Allemagne et de Belgique suivaient devant les fonctionnaires de l'Académie Royale et les académiciens.

Une foule immense bordait la voie qui conduit de l'Académie à la Cathédrale St-Paul, et tous les assistants se sont découverts au passage du corbillard.

Le comte de Carrington, représentant la reine, a reçu le cercueil à l'entrée du temple.

L'édifice était rempli d'ambassadeurs, de ministres plénipotentiaires, de membres du corps diplomatique, des corporations de Londres, des principales sociétés scientifiques, littéraires et artistiques, ainsi que d'un grand nombre de membres de l'aristocratie parmi lesquels se trouvaient : le duc de Devonshire Sir William Vernon Harcourt, le marquis de Grandey, Lord Knutsford, le marquis de Ripon, le comte de Wemysset March, le comte et la comtesse de Litton, et autres.

La couronne envoyée par la reine était de lauriers garnie d'immortelles, avec un large ruban portant l'inscription suivante : Marque de respect ; Victoria R. I.

L'archevêque de York et le pasteur Gregory ont officié. Les principaux morceaux de musique exécutés sont : la "Marche funèbre," de Chopin, la "Marche Solennelle," de Schubert, et la "Marche de la Mort," de Saulul.

La lumière sombre de l'édifice rendait les cérémonies très impressionnantes.

Le marquis de Salisbury, qui devait tenir un des cordons du poêle, n'a pu être présent.

La partie musicale des cérémonies a été brillamment exécutée.

Le corps a été ensuite inhumé dans la crypte, directement au-dessous du dôme.

Avant la descente du cercueil, les deux sœurs du défunt ont jeté un dernier regard sur les restes du grand peintre. Elles ont été péniblement impressionnées et ont dû être conduites au dehors par M. Valentine C. Prinsep, de l'Académie Royale, dont le nom, avec celui de Sir John Millais, est mentionné comme successeur probable de lord Leighton à la présidence de l'Académie Royale.

Le cercueil repose maintenant au fond de la crypte de la cathédrale St-Paul, entièrement caché sous les couronnes et les fleurs envoyées de toutes les parties de Londres et de l'Angleterre.

Nouvelles du Brésil.

Presse Associée.

New York, 3 février—Le correspondant de Rio de Janeiro du *Herald* télégraphie que les pluies ont été tellement torrentielles depuis quelques jours qu'elles ont causé l'écroulement de beaucoup de maisons dans la ville.

L'épidémie de fièvre jaune fait des progrès. Un homme de l'équipage du croiseur italien Lombardi, ancré dans le port, est mort de cette maladie.

La baleinière du navire affecté au service des malles n'ira plus à terre, et toutes les négociations au sujet du différend Italo-Brésilien sont suspendues.

Le docteur Carvalho, ministre des affaires étrangères, dit que ses affaires privées réclament maintenant toute son attention.

Le ministre d'Italie déclare, d'un autre côté, que sa patience est à bout.

On ne sait rien à Rio de Janeiro de l'occupation du territoire disputé sur la frontière de la Guyane Française.

Aucune force brésilienne ne se trouve dans le voisinage de cette région, comme le prétendaient la nuit dernière des dépêches de Paris.

NOUVELLES AMERICAINES.

Grièvement blessé par un Léopard.

Presse Associée.

Cincinnati, Ohio, 3 février—Le jeune John Robinson, fils du directeur de cirque John Robinson, dont la ménagerie est installée pour l'hiver à Cincinnati, a été grièvement blessé par un énorme léopard échappé de sa cage.

Le jeune homme essayait avec des employés de se rendre maître de l'animal, mais les griffes de la bête ont pénétré dans sa tête et il a été cruellement mordu.

Les employés, trouvant impossible de s'emparer du léopard, l'ont tué.

L'état du jeune homme est grave, mais non sans espoir.

Dans la Colonie de Sierra Leone.

Presse Associée.

Washington, 3 février—Dans un rapport envoyé au gouvernement de Washington par le consul américain, M. Pooley, il est annoncé que la question vexatoire de la délimitation des frontières entre les possessions françaises et anglaises est maintenant l'objet de l'attention la plus active d'une commission spéciale anglo française qui a commencé ses travaux en novembre dernier.

La construction du chemin de fer entre Freetown et le Hinterland est maintenant décidée, et les ingénieurs sont déjà à l'œuvre.

Les importations américaines de farine, de kerosene, de bois de charpente, de tabac et de conserves de viande montrent une tendance à l'augmentation, et le consul Pooley estime que des commandes plus importantes seront envoyées quand le chemin de fer sera construit et le pays ainsi ouvert au commerce.

Mort du Colonel W. P. Thompson.

Presse Associée.

New York, 3 février—Le colonel W. P. Thompson, président de la National Lead Company, est mort aujourd'hui d'une fluxion de poitrine.

Concours d'un nouveau genre.

Presse Associée—

St-Louis, 3 février — Un concours de composition au linotype, pour un prix de $200, a eu lieu la nuit dernière entre Robert W. Francis, un compositeur de la *Republic*, et John Clark, du *Globe Democrat*. Clark a composé 2,156 lignes, représentant 58,482 ms, et Francis 2,174 lignes, représentant 58,698 ms.

Francis a été déclaré le vainqueur, mais le prix a été retenu, attendu que Clark a protesté.

La lutte, des plus serrées, a duré sept heures.

Un agent secret des révolutionnaires haytiens.

Presse Associée.

New York, 3 février—Un journal de New York publie l'entrefilet suivant :

Un prétendu agent du parti révolutionnaire haytien négocie secrètement depuis quelques jours, à New York et à Brooklyn, l'achat d'un navire.

Il annonce son intention d'envoyer une grande quantité d'armes et de munitions à Hayti.

Jusqu'à présent le mouvement révolutionnaire contre Hippolyte n'a guère été soutenu par les meilleures classes de la population du pays, et aucun leader ne s'est encore affirmé.

Il y a cependant un fort sentiment d'opposition contre le président Hippolyte, et plusieurs des agitateurs les plus en vue attendent ardemment l'occasion de renverser le gouvernement.

Le téléphone à bon marché.

Presse Associée.

Washington, 3 février—A la Cour Suprême des Etats-Unis aujourd'hui, l'avocat-général a proposé d'avancer les débats sur le procès intenté pour la validité du brevet Berliner, et de fixer l'audition pour les premiers jours de la prochaine session.

Il est important, dit l'avocat-général, d'obtenir promptement une décision, attendu que la compagnie du téléphone Bell est devenue propriété publique, et que les brevets Berliner et Edison sont les seuls obstacles à l'usage du microphone dans la pratique, et, qu'avec ces brevets écartés, l'usage du téléphone serait si peu coûteux qu'il prendrait un développement considérable.